



ONZIEME
SYMPOSIUM
INTERNATIONAL
DE MDI-BUSINESS SCHOOL

**Rénover la Gouvernance des Entreprises
& des Administrations Economiques :**

**Quel challenge
pour l'Algérie ?**

**Hôtel El-Aurassi, Alger
20 & 21 Mai 2012**

XI^{ème} SYMPOSIUM INTERNATIONAL DE MDI-BUSINESS SCHOOL

Hôtel El-Aurassi Alger, 20-21 Mai 2012

Entreprendre c'est par nature prendre des risques et engager sa responsabilité. Anticiper ces risques et les gérer au mieux dans la transparence est l'une des missions essentielles de l'entrepreneur. C'est même, aujourd'hui, à l'heure des certifications, des labels et des normes de gestion de risques et de gouvernance, un enjeu primordial de compétitivité qui oppose encore les entreprises installées et les firmes émergentes. La qualité de gouvernance au sens large est devenue une source d'avantage compétitif durable dans un environnement qui laisse beaucoup moins de place à l'incertain. Car les économies contemporaines expriment deux constats paradoxaux : celui de la nécessité d'une croissance fondée sur l'essor des entreprises et celui de la perte de confiance croissante des marchés à l'encontre de ces mêmes entreprises. Ces observations justifient en partie les attentes en matière de vigilance, de régulation, de clarification des pouvoirs, de surveillance et de contrôle. Faire plus et plus efficient, certes, mais surtout faire mieux ; tel semble être le mot d'ordre suggéré par les crises successives que nous vivons. Et les entreprises qui ne se soucieront pas de ces impératifs croissants, prendront le risque d'être écartées d'entrée de jeu des marchés régionaux et internationaux. Ce qui est vrai des entreprises s'étend de plus en plus aux administrations publiques en charge des opérations économiques et commerciales.

Ces exigences de bonne gouvernance globalisée et adaptée aux différentes formes d'entreprise, d'administrations ou de secteurs, s'imposent d'autant plus aujourd'hui que ces organisations ont des relations croissantes avec le monde et de nombreuses parties prenantes. Les actionnaires, les clients ou les consommateurs, les fournisseurs, les concurrents, les partenaires, les pouvoirs publics, les investisseurs, les associations et instances représentatives du personnel, ... sont autant de parties prenantes qui doivent de plus en plus être intégrées dans la manière dont l'entreprise est dirigée, administrée et contrôlée. Les interdictions du cumul des fonctions, les inéligibilités, les règles de rémunération des administrateurs et des dirigeants, les règles de fonctionnement des C.A. et des processus de vote, les renforcements de la démocratie directe, les renforcements de convergence d'intérêts entre actionnaires et salariés, la valorisation des ressources vives de l'entreprise, ... sont aussi des facteurs qui en définitive renforcent l'économie réelle.

Nous observons en effet une prise de conscience croissante de l'importance d'une bonne gouvernance d'entreprise et des administrations publiques pour préserver la confiance des investisseurs et déployer les performances économiques nationales. Des standards de référence ont été édifiés par l'OCDE, la loi Sarbanes Oxley, le rapport du groupe d'experts de l'ONU sur les normes comptables internationales, des organisations ad hoc, des agences de rating, des fédérations professionnelles, des instituts, des groupes de travail ou des Task force selon des principes d'équité, de pérennité, de transparence et de responsabilité qui ont fait l'objet de discussions sur les actions à mener dans ce sens. Cependant, les bilans sont généralement pessimistes et enregistrent des inefficacités manifestes quelque soit le pays où ces normes s'appliquent pourtant.

La gouvernance est au point de rencontre de nombreuses disciplines, de nombreux intérêts et d'enjeux tantôt convergents, tantôt antagonistes, ceci justifiant le choix délibéré de ce symposium de mettre l'accent sur des regards croisés dont l'apport pourrait suggérer des modèles renouvelés pour les entreprises et les administrations économiques. Les codes de bonnes pratiques de gouvernance sont aujourd'hui légion dans l'ensemble du pourtour méditerranéen, comme dans la totalité des pays de l'OCDE.

Ces chantiers ont bien souvent été pilotés par des experts dotés d'arsenaux importants de textes juridiques et de normes professionnelles relatifs à l'environnement économique et financier. Cependant, et paradoxalement, l'information, la formation ou la sensibilisation à ces pratiques sont encore dans leur phase embryonnaire dans de nombreux pays. Qu'il s'agisse des entreprises ou des organisations institutionnelles, la gouvernance demeure un challenge essentiel et de longue haleine pour promouvoir la confiance et la transparence des marchés, définir les responsabilités au sein de l'entreprise, développer les investissements locaux et étrangers, favoriser le dialogue entre l'entreprise et l'Etat, contribuer à la lutte contre la corruption et les distorsions de concurrence, et limiter l'expansion des secteurs informels qui paupérisent l'économie et entravent l'entreprise privée. La collaboration internationale entre Etats et entreprises joue ici un rôle majeur.

Les crises successives que nous connaissons à l'échelle internationale ont relancé avec force le débat sur la gouvernance, la régulation et le contrôle. Elles ont mis en exergue les limites des archétypes de gouvernance court-termistes au détriment des modèles de pérennité. Face à la myopie de certaines administrations économiques ajoutée à celle de certaines entreprises, nous n'avons jamais été aussi soucieux des questions relatives au bon fonctionnement et au contrôle des organisations institutionnelles et des entreprises qu'aujourd'hui. Nous concevons davantage que la gouvernance par des mesures, des règles, des organes de décision, d'information et de surveillance doit être appropriée aux formes et tailles d'entreprises, aux orientations stratégiques, aux objectifs de raison, aux risques et aux aléas de l'incertitude. Elle pose formellement la question protéiforme de la complexité des comportements équivoques des organisations, des organisations institutionnelles et des acteurs responsables. L'autorité, le pouvoir, la régulation, la transparence, l'information, la responsabilité, l'éthique, la bonne gestion des ressources et des moyens, la participation, ... sont autant de principes fondamentaux constituant le socle commun des bonnes gouvernances. C'est cependant dans son étymologie que l'on saisira le mieux la portée de ce concept de gouvernance – du latin « diriger un navire » – en mesurant à quel point la prise de décisions est à la fois sujette aux aléas des marées, des tempêtes et des hommes.

La gouvernance comme moteur des transformations économiques et gestionnaires est également associée à la notion de restructuration, au primat du politique, à la globalisation financière, au pouvoir des actionnaires, aux structures organisationnelles et leurs enjeux décisionnelles. Entre transparence et autocratie, libéralisme et dirigisme, distance et proximité, ... la gouvernance oscille constamment entre des modèles autocentrés et participatifs en fonction de variables qu'il est utile de bien comprendre pour en cerner les sources et les contributions sociales, économiques et financières.

En échappant de plus en plus aux encadrements législatifs et réglementaires nationaux par les effets naturels de la mondialisation et de la globalisation des marchés, les entreprises et administrations économiques développent des pratiques fondées essentiellement sur un principe d'autonomie normative que seules les règles du marché s'emploient à conduire. Néanmoins, la bonne gouvernance se construit également à travers des mécanismes de contrôle et de surveillance, l'inobservance de certaines normes pouvant représenter un coût prohibitif pour l'entreprise, les organisations institutionnelles et leurs responsables. Gouvernance et conformité

XI^{ème} SYMPOSIUM INTERNATIONAL DE MDI-BUSINESS SCHOOL

Hôtel El-Aurassi Alger, 20-21 Mai 2012

se complètent. Tantôt incitative, tantôt obligatoire (notamment dans le domaine bancaire et les secteurs à forte réglementation), la conformité (ou Compliance) devient un enjeu éthique et un levier de performance pour les entreprises.

La gouvernance n'est cependant pas confinée aux seuls cadres dirigeants. Elle est plus souvent un point de rencontre entre direction et ressources humaines. Elle est assurément un défi de cogestion, de management participatif et d'implication des salariés. La bonne gouvernance est souvent celle qui prend visage humain dans une organisation aux ressorts socio-techniques, socio-économiques, socio-politiques et managériaux. Ce constat remet à l'ordre du jour les principes fondamentaux de la gestion alternée qui recentre la gouvernance sur les contributions additionnelles et subsidiaires de toutes les parties prenantes.

Au demeurant, les gouvernances sont d'abord réflexives et contextuelles. L'économie du savoir est ainsi un autre enjeu de la gouvernance. Le capitalisme cognitif attribue aux TIC un rôle particulièrement stratégique en ce sens qu'elles contribuent à une refonte profonde de nos modèles de gestion en procurant un avantage concurrentiel aux firmes qui pratiquent l'exploitation systématique de la connaissance et des informations nouvelles. Le rôle des réseaux sociaux est par ailleurs un nouvel enjeu dans ce schéma de développement où la foule contribue à l'information, à la réforme et aux innovations. La fracture numérique observable dans certains pays du Maghreb apparaît dès lors comme un risque de défaillance de gouvernance dans cette nouvelle économie de la connaissance et pour leur intégration à l'économie mondiale. En Algérie, le secteur des TIC ne représente aujourd'hui que 1% du PIB et l'on prend toute la mesure ici de la nécessité d'une mutation vers un bond technologique nécessaire à la modernisation des systèmes de gestion et d'administration. C'est aussi la question de la gouvernance des réseaux d'innovation qui est soulevée ici.

En Algérie, différentes initiatives ont été prises en ce sens, notamment par la rédaction du Code Algérien de Gouvernance d'Entreprise par une Task Force dénommée GOAL 08 (GOVERNANCE ALGERIA 08), des mesures d'incitation à l'ouverture du capital pour une gouvernance transparente, ou encore un appareil législatif destiné à assainir l'environnement économique essentiellement par des mesures de lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux.

L'objectif de ce **XI^{ème} Symposium International 2012** sera dans un premier temps de bien cerner les caractéristiques de la gouvernance des entreprises et des administrations économiques pour apporter ensuite, à la lumière des meilleurs pratiques à l'international, des possibilités de réforme des outils et modèles existants en Algérie. Les expériences de gouvernance adaptée avec pertinence aux PME, aux réseaux d'innovation, aux entreprises émergentes et aux administrations en transition sont particulièrement recherchées.

MDI Business School se donne précisément pour objectif, à travers l'organisation de ce **XI^{ème} Symposium International 2012**, d'analyser les choix judicieux à opérer à moyen et long terme en matière de gouvernance dans une perspective de développement durable des entreprises et de stabilité novatrice des administrations en charge des opérations économiques.

La Business Management Review est un partenaire de cet événement et s'engage à publier les meilleures communications dans un numéro thé-

matique préalable au symposium (Vol.2, N°1, Janvier-Février-Mars) et dans un autre numéro général (Vol.2, N°3, Juillet-Août-Septembre) à l'issue de cette rencontre.

Le **XI^{ème} Symposium International 2012** se fixe pour objectif d'offrir aux différents participants une source de réflexion croisée sur la question stratégique de la gouvernance en tant que facteur de développement durable dans une des zones Sud, l'Algérie, qui présente à la fois des faiblesses structurelles et de forts potentiels. Ce symposium offre l'opportunité d'enrichir nos acquis et nos expériences en matière de gouvernance, et de marquer certaines ruptures nécessaires d'avec nos modèles obsolètes afin de contribuer à la réussite d'un des défis les plus significatifs de l'économie en termes de risques pays et autres fractures structurelles qu'il importe de surmonter par des actions volontaristes et visionnaires.

Le **XI^{ème} Symposium International 2012** est un point de rencontre et de réflexion sur les nouveaux modèles de gouvernance, les bilans d'expériences, les moyens mis en œuvre pour faire progresser les mentalités et la culture du contrôle responsable, les efforts d'information et de transparence, les gouvernance best practices, les formations qualifiantes et les modèles structurants propres au développement pérenne des entreprises et des organisations institutionnelles.

Le **XI^{ème} Symposium International 2012**, qui se veut cheminement des concepts à leur concrétisation, donne la parole, au sein de panels thématiques, aux meilleurs experts internationaux pour aborder ces sujets d'actualité, et accorde des espaces d'échange sous forme de table-ronde sur les enjeux de la bonne gouvernance pour l'entreprise ou les administrations économiques, par la rencontre de milieux professionnels, institutionnels et académiques compétents.

QUELQUES THÈMES PROPOSÉS :

- Compliance, Normalisation et Management des Risques
- Codes de bonne Gouvernance, Ethique et Responsabilité Sociale
- Indicateurs Mondiaux de Gouvernance et Outils d'Evaluation
- Processus de Décision et Transparence
- Gouvernance, Culture d'Entreprise et Gestion des Hommes
- Gouvernance, Confiance et Réseaux d'Entreprises
- Gouvernance des joint-ventures
- Gouvernance et Réseaux Sociaux
- Impacts des T.I.C. sur la Gouvernance
- Gouvernance des Technologies de l'Information
- Gouvernance, Développement, Performance et compétitivité
- Expériences Internationales de Gouvernance
- Corporate Governance, Surveillance et Actionariat
- Partie prenante, Convention, Agence et collaboration
- Gouvernance et Gestion de Crises
- Gouvernance de l'entreprise en difficulté
- Gouvernance et Entrepreneuriat : Modèles et Pratiques
- Gouvernance des Innovations et des Projets
- Management Public-Privé et Gouvernance
- Open Governance, Global Governance

XI^{ème} SYMPOSIUM INTERNATIONAL DE MDI-BUSINESS SCHOOL

HÔTEL EL-AURASSI ALGER, 20-21 MAI 2012

CONTACT

Pour de plus amples informations sur cet appel thématique à contributions, vous pouvez contacter :

Brahim Benabdeslem, Directeur de MDI : b.benabdeslem@mdi-alger.com

Boualem Aliouat, Coordonnateur Scientifique : b.aliouat@mdi-alger.com

DATES A RETENIR

15 décembre 2011	Date limite de remise des propositions de contribution au Symposium (résumé 300 mots maximum)
15 janvier 2012	Notification aux auteurs
15 février 2012	Remise des versions intégrales des communications
15 mars 2012	Notification des modifications à apporter
30 mars 2011	Date limite de remise de la version finale des communications

PROCÉDURE DE SOUMISSION DES PROJETS DE CONTRIBUTION

Les propositions de communication au symposium doivent être adressées à partir du site de MDI Business School :

info@mdi-alger.com

COMITÉ SCIENTIFIQUE

- Boualem ALIOUAT, Université de Nice Sophia Antipolis, MDI Business School
- Brahim BENABDESLEM, MDI Alger Business School
- Faouzi BENSEBAA, Université de Reims
- Jérôme CABY, ICN
- Didier CHABAUD, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse
- Christophe COLLARD, EDHEC Business School
- Jean-Pierre HELFER, IAE-Paris1 Sorbonne
- Ahmed HAMADOUCHE, MDI Business School
- Faiz GALLOUJ, Université de Lille 1
- Widad GUECHTOULI, MDI Business School
- Christine POCHET, IAE-Paris 1 Sorbonne
- Gilles GUIEU, Université de la Méditerranée-Aix-Marseille II
- Marc INGHAM, Burgundy School of Management
- Mohamed- Chérif BELMIHOUB, ENSM-Alger
- Denis LAPERT, Télécom Ecole de Management, Paris
- Pierre LOUART, Université de Lille 1, IAE de Lille
- Ulrike MAYRHOFER, Université de Lyon 3
- Karim MESSEGHEM, Université de Montpellier 1
- Hadj NEKKA, Université d'Angers
- Robert PATUREL, UBO, IAE de Brest
- Yvon PESQUEUX, CNAM Paris
- Eric SEVERIN, Université de Lille 1, IAE de Lille
- Nadine TOURNOIS, Université de Nice Sophia Antipolis, IAE
- Francis BIDAULT, ESMT- Berlin